

Non, le pouvoir d'achat n'a pas baissé sous Macron

L'ÉDITORIAL DE PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS. Il faut toujours se méfier de ce que nos élus présentent comme la vérité économique. Le problème du pouvoir d'achat, en France, n'est pas celui que l'on croit.

Par [Pierre-Antoine Delhommais](#)

Publié le 01/08/2024 à 06h15



Le pouvoir d'achat reste la première préoccupation des Français. © RICCARDO MILANI / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Le pouvoir d'achat reste la première préoccupation des Français. © RICCARDO MILANI / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

« Ya-t-il un problème de pouvoir d'achat en France ? » La question que posent l'économiste Gilbert Cette et le sociologue Olivier Galland dans une [tribune publiée sur le site Telos](#) paraît presque saugrenue. Pour les Français qui le placent au premier rang de leurs préoccupations, devant l'immigration et l'insécurité, la réponse est évidemment oui. Pour les partis politiques aussi, qui tous sans exception, de l'extrême gauche à l'extrême droite, promettent de l'augmenter en rivalisant d'imagination et de démagogie.

Il faut toujours se méfier de ce que nos élus présentent comme la vérité économique. Celle d'une détérioration forte et continue du pouvoir d'achat se trouve largement démentie par les statistiques. D'après l'Insee, le niveau de vie médian des Français est passé en euros constants, c'est-à-dire corrigé de l'effet de l'inflation, de 18 430 euros en 1998 à 22 040 euros en 2019.

Gilbert Cette et Olivier Galland rappellent aussi que le pouvoir d'achat, grâce aux aides gouvernementales, a beaucoup moins souffert en France des crises sanitaire et inflationniste que dans la plupart des autres nations industrialisées. Selon une étude comparative de l'OCDE, le pouvoir d'achat du salaire horaire moyen a baissé dans 25 pays entre fin 2019 et début 2024, a augmenté dans 8 pays et est resté stable dans 2 pays, dont la France. Au total, depuis 2017 et l'arrivée au pouvoir d'[Emmanuel Macron](#), le pouvoir d'achat affiche, malgré les légers replis observés en 2020 (- 0,3 %) et en 2022 (- 0,4 %), une hausse cumulée de 5,7 %, très éloignée du [ressenti des Français](#).

Autre enseignement, l'écart de niveau de vie entre les Français les plus modestes et les autres ne s'est pas accru sur la durée. « Mesurée par le rapport interdécile, qui compare le niveau de vie des 10 % des Français les plus aisés aux 10 % des Français les plus pauvres, l'inégalité, contrairement à ce qu'on entend souvent, ne s'est pas aggravée, loin de là », écrivent Gilbert Cette et Olivier Galland.

Le rôle majeur de la redistribution

Et cela grâce à l'ampleur des politiques de redistribution monétaire, via les impôts directs et le versement des prestations. Selon l'Insee, en 2022, avant redistribution, les 10 % des personnes les plus modestes disposaient d'un niveau de vie annuel moyen de 4 500 euros, contre 87 610 euros pour les 10 % les plus aisés, soit 19,5 fois plus. Après redistribution, les premiers percevaient 11 620 euros et les seconds 65 050, soit un ratio ramené à 5,6. « Peu de ménages ont conscience de l'ampleur de la redistribution en France », observent Gilbert Cette et Olivier Galland.

Mais ils relèvent aussi que, en dépit de cette importante redistribution, le pourcentage de ménages se trouvant « *en situation de privation matérielle et sociale* », par exemple dans l'incapacité financière de se chauffer correctement ou de s'acheter des vêtements neufs, atteint 14 % en France, son plus haut niveau depuis 2013, alors qu'il n'est en comparaison que de 5,6 % aux Pays-Bas. Pour expliquer cette contradiction, ils mettent en avant le fait que le PIB par habitant, en raison principalement de notre faible taux d'emploi, est très inférieur en France à celui de nombreux pays européens, qu'il s'agisse des pays scandinaves, de l'Allemagne ou encore des Pays-Bas.

Depuis des années, notre niveau de vie est de surcroît artificiellement gonflé, au prix d'une envolée de la dette, par l'injection massive d'argent public, ce qui a permis de compenser en partie notre déficit de travail et de production, notre manque de compétitivité et de productivité. S'il y a un problème de pouvoir d'achat en France, ce n'est pas qu'il est trop bas... mais plutôt qu'il est trop haut par rapport à ce que nous créons comme richesses.